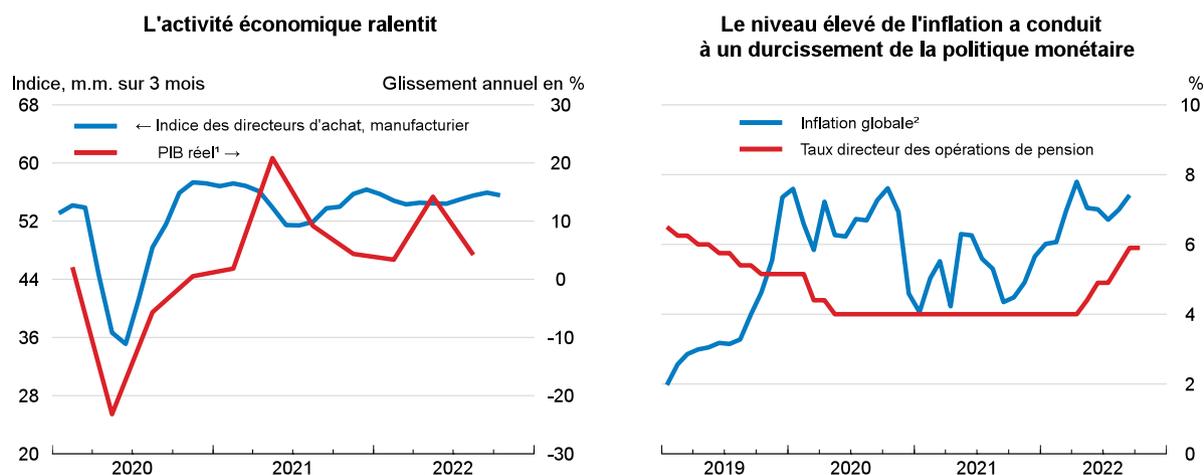


Inde

L'Inde devrait afficher la deuxième croissance la plus rapide des économies du G20 durant l'exercice budgétaire 2022-23, en dépit du ralentissement de la demande mondiale et du resserrement de la politique monétaire pour gérer les tensions inflationnistes. La croissance du PIB refluera à 5.7 % en 2023-24, sur fond de modération des exportations et de la demande intérieure. L'inflation freinera la consommation des ménages mais se modérera à la fin de la période considérée, ce qui, parallèlement à l'amélioration de la conjoncture mondiale, portera la croissance à 6.9 % en 2024-25, au diapason de la moyenne enregistrée sur les 20 dernières années (hors la récession liée au COVID-19). Après une forte hausse en 2022, le déficit de la balance courante se réduira à la faveur de la diminution des tensions sur les prix à l'importation.

Compte tenu du niveau élevé des incertitudes mondiales à moyen terme, il est d'autant plus important de poursuivre les efforts pour renforcer la croissance potentielle et la résilience. Dans un souci de stabilité macroéconomique, la politique monétaire devrait avoir pour principal objectif d'ancrer les anticipations d'inflation, et la politique budgétaire de maîtriser l'endettement et de cibler les dépenses courantes et d'investissement. L'amélioration du climat des affaires, conjugué à un approfondissement financier et au renforcement des compétences, peut donner un coup de pouce à l'investissement et aux infrastructures, et contribuer également à la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité.

Inde 1



1. Projection pour le troisième trimestre de 2022.

2. L'inflation globale désigne l'évolution des prix de tous les biens du panier. Ajustement saisonnier de l'OCDE à partir de l'indice mensuel des prix à la consommation (indice 2012 = 100) du ministère indien des Statistiques et de l'Exécution des programmes (MOSPI).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112 ; S&P Global ; CEIC ; et Banque de réserve de l'Inde.

StatLink  <https://stat.link/g60w8n>

Inde : Demande, production et prix

Inde	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants trillions de INR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2011/2012)				
PIB aux prix du marché	200.7	-6.6	8.7	6.6	5.7	6.9
Consommation privée	122.4	-6.0	7.9	17.7	6.5	7.2
Consommation publique	22.0	3.6	2.6	5.3	8.2	8.1
Formation brute de capital fixe	57.4	-10.4	15.8	6.9	4.6	6.3
Demande intérieure finale	201.8	-6.3	9.4	13.2	6.1	7.0
Variation des stocks ^{1,2}	4.2	-0.8	1.5	-0.3	0.0	0.0
Demande intérieure totale	205.9	-7.7	11.3	9.8	6.0	7.0
Exportations de biens et services	37.5	-9.2	24.3	10.4	5.2	6.0
Importations de biens et services	42.7	-13.8	35.5	22.6	6.5	6.5
Exportations nettes ¹	-5.2	1.4	-2.9	-3.7	-0.8	-0.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.6	10.0	10.8	9.7	9.4
Indice des prix à la consommation	—	6.2	5.5	6.8	5.0	4.3
Indice des prix de gros ³	—	1.3	13.0	12.5	11.7	11.5
Solde financier des administrations publiques ⁴ (% du PIB)	—	-13.3	-9.6	-7.5	-7.5	-6.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	0.9	-1.2	-3.4	-3.0	-2.8

Note: Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en avril.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Le montant effectif dans la première colonne inclut la divergence statistique et les opérations sur objets de valeur.

3. Tous biens.

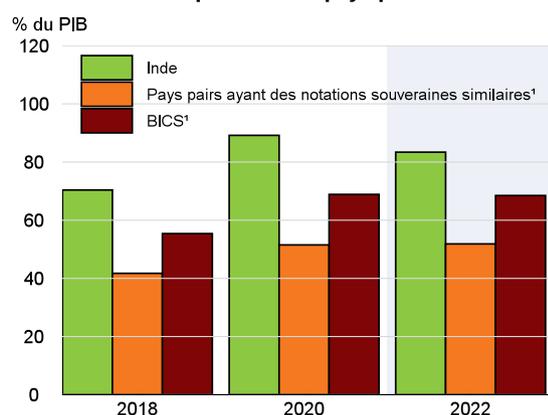
4. Solde budgétaire brut du gouvernement central et des états.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

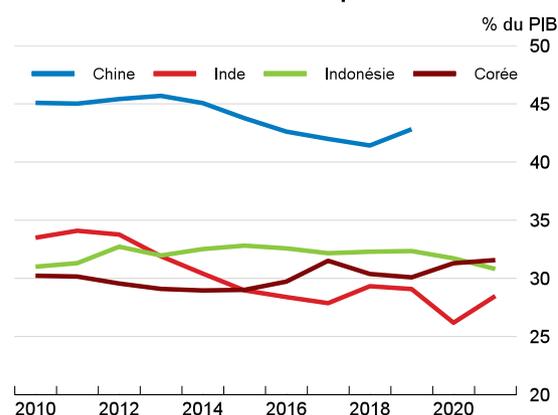
StatLink  <https://stat.link/doms48>

Inde 2

La dette publique de l'Inde est plus élevée que celle des pays pairs



L'investissement est faible à l'aune des niveaux asiatiques



1. Moyenne non pondérée des ratios de la dette publique de pays ayant des notations similaires (Bulgarie, Costa Rica, Indonésie, Hongrie, Kazakhstan, Malaisie, Mexique, Pérou, Philippines, Roumanie, Thaïlande et Uruguay) et des « BICS » (Afrique du Sud, Brésil, Chine et Indonésie).

Source : FMI (2022), Perspectives de l'économie mondiale, octobre ; et Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink  <https://stat.link/6tgn75>

La reprise, jusque-là vigoureuse, a ralenti

La croissance économique s'est essouffée pendant l'été en raison du caractère erratique des précipitations, qui a perturbé les semis, et du recul du pouvoir d'achat. La situation de la demande dans les secteurs des services et des infrastructures suscite des préoccupations considérables, et l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie pousse les consommateurs à la prudence pour leurs achats non essentiels. Le durcissement des conditions sur les marchés financiers pèse sur la demande de biens d'équipement, qui est un indicateur avancé de l'investissement global. La croissance des exportations demeure favorablement orientée, notamment en ce qui concerne les services, et l'entrée en vigueur progressive des accords commerciaux complets conclus avec des partenaires clés contribue à améliorer les perspectives. Néanmoins, la facture mensuelle des importations d'énergie et de produits alimentaires continue de s'alourdir, et le déficit des paiements courants s'est encore creusé entre juillet et septembre pour atteindre 2.9 % du PIB. L'inflation globale dépasse toujours 6 % (limite supérieure de la marge de fluctuation fixée par la banque centrale), principalement en raison de l'augmentation tendancielle des prix des produits alimentaires (qui, en Inde, pèsent plus lourd dans le panier du consommateur que dans n'importe quel autre pays du G20). Les estimations du chômage suggèrent que la situation du marché du travail s'améliore dans les zones urbaines comme les zones rurales, mais il y a peu de signes d'une spirale salaires-inflation.

Les événements mondiaux exercent une forte influence sur le climat des affaires. La part des importations indiennes de pétrole venant de Russie a augmenté, passant de 2 % en 2021-22 à 16 % en avril-août 2022, et la hausse devrait se poursuivre. L'inversion des flux de capitaux a contribué à une dépréciation de la roupie face au dollar des États-Unis. Sur le plan budgétaire, le programme alimentaire gratuit pour les pauvres – le plus important au monde dans sa catégorie – a été prolongé à plusieurs reprises (la dernière fois jusqu'à la fin de 2022), ce qui porte son coût global depuis avril 2020 à presque 50 milliards USD (soit 2.6 % du PIB de l'exercice 2021-22). Il faudra veiller à ce que les progrès en termes d'augmentation des apports nutritionnels minimums soient préservés après la fin du programme.

Les politiques macroéconomiques deviennent plus restrictives

Conformément à l'engagement de la banque centrale de prendre des dispositions adéquates pour ramener l'inflation globale dans la marge de fluctuation de 2-6 % et maintenir l'ancrage des anticipations d'inflation, les taux directeurs devraient augmenter de 75 points de base pour atteindre 6.65 % en février 2023, avant une pause dans le cycle de resserrement. Pour lutter contre l'inflation, la politique monétaire a été complétée par une baisse des droits d'accise et une série de mesures gouvernementales, parmi lesquelles des interdictions touchant les exportations de blé, de farine de blé, de sucre et de brisures de riz, et l'application d'un droit d'exportation de 20 % sur certaines variétés de riz autres que le basmati. Il faudra veiller à ce que ces restrictions aux échanges soient temporaires, utiliser des méthodes transparentes pour déterminer leur durée et prendre dûment en considération leurs effets sur la sécurité alimentaire des partenaires commerciaux.

La hausse des dépenses consacrées aux infrastructures, notamment les autoroutes et le chemin de fer, occupe une place centrale dans la stratégie du gouvernement. Ces programmes sont mis en œuvre avec succès, déjouant certaines difficultés techniques au niveau des États. Dans le même temps, la prolongation des mesures budgétaires, ciblées et non ciblées, et la hausse des taux d'intérêt pèsent sur la dette publique. Sur la base des tendances actuelles, le niveau de recouvrement de l'impôt dépassera les projections du budget d'ici la fin de l'exercice 2022-23 du fait de la hausse de l'inflation et de l'amélioration de la discipline fiscale, ce qui réduira les besoins de recours à l'emprunt. Les projections prévoient un resserrement budgétaire au cours des deux prochains exercices. Il existe encore d'amples possibilités d'améliorer l'efficacité, la transparence et la redevabilité en matière de dépenses publiques, d'accroître les ressources consacrées à la santé et à l'éducation et de ménager une marge de manœuvre budgétaire pour renforcer la résilience.

L'économie n'échappera pas au ralentissement mondial

Après avoir atteint 6.6 % en 2022-23, la croissance du PIB devrait ralentir au cours des prochains trimestres pour descendre à 5.7 % en 2023-24, avant de remonter à environ 7 % en 2024-25. L'inflation mesurée par l'IPC restera supérieure au plafond de 6 % retenu par la banque centrale au moins jusqu'au début de 2023, puis refluera graduellement à mesure que les effets de la hausse des taux d'intérêt se feront sentir. L'inflation élevée mettra un coup de frein à la consommation des ménages et retardera l'investissement en raison de la hausse des coûts de financement, et les exportations pâtiront du ralentissement économique des pays avancés et des tensions géopolitiques. Ces facteurs devraient être contrebalancés, au moins en partie, par certaines améliorations venant du retour à la normale d'un nombre croissant d'activités de services impliquant de nombreux contacts physiques, parmi lesquelles le tourisme international, une fois les frontières entièrement rouvertes et les restrictions levées.

La plupart des risques pesant sur les projections vont dans le sens d'une révision à la baisse. Ainsi, la qualité des actifs des banques pourrait se dégrader malgré l'augmentation des provisions et l'établissement d'une structure bancaire de défaillance (« bad bank »), et le processus d'assainissement des finances publiques ainsi que les négociations commerciales bilatérales pourraient prendre du retard. A contrario, la dissipation des incertitudes géopolitiques stimulerait la confiance et serait bénéfique à tous les secteurs, de même que la conclusion d'accords de libre-échange avec les partenaires clés dans des délais plus rapides que prévu et l'inclusion des services dans ces accords.

Des progrès supplémentaires sont possibles sur le plan de l'inclusion financière et de la sécurité énergétique

L'Inde a accompli des progrès impressionnants au cours des dernières années en élargissant l'accès aux services financiers à de nouvelles catégories de population, notamment les groupes socioéconomiques défavorisés. Mettant à profit l'avantage concurrentiel du pays dans le domaine des TIC, l'Unified Payments Interface (UPI) et d'autres outils facilitent la transition vers les moyens de paiement scripturaux. Cela étant, les fractures et les difficultés liées à l'utilisation des services financiers restent considérables : ainsi, un tiers environ des comptes bancaires sont inactifs. L'utilisation des ampoules LED dans les espaces privés et publics peut grandement contribuer à améliorer la sécurité énergétique (faisant baisser la consommation finale d'électricité de plus de 4 % par an) ; par ailleurs, après les résultats importants déjà obtenus, il faudra poursuivre les efforts pour élaborer des instruments financiers adéquats (par exemple, le Trésor devrait faire ses premiers pas sur le marché des obligations vertes avec une émission obligatoire de 160 milliards INR), tester de nouveaux modèles d'activité et renforcer les capacités institutionnelles.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Inde », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/89b21e99-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.